

# LA CRISE EN QUESTIONS...

Fiche argumentaire - 4

## Les marchés financiers

La totalité de la planète, ou presque, fonctionne, au plan économique, sur la base de systèmes capitalistes où prédominent des capitaux privés pour assurer la production des biens et des services utilisés par les personnes. Presque toutes les sociétés et toutes les nations privilégient aujourd'hui les « règles du marché » pour essayer d'adapter ce qui est produit à ce qui est demandé et consommé. Depuis une trentaine d'années, les idéologues libéraux ont ajouté, au discours prônant une concurrence « libre et non faussée », tout un arsenal de lois, de réglementations, nationales et internationales, venant favoriser partout la prééminence de la finance privée.

### ❑ LES MARCHES FINANCIERS, DES MARCHES COMME LES AUTRES, SUR UN PRODUIT PAS COMME LES AUTRES

Le système financier a pour vocation de participer au financement de l'économie en mettant en relation les agents économiques qui ont des ressources excédentaires disponibles avec ceux qui en ont besoin pour financer leurs projets et leurs activités.

Cette mise en relation peut s'effectuer, soit en plaçant un intermédiaire (les banques) entre ces deux catégories d'acteurs, soit en permettant aux deux catégories d'acteurs d'entrer directement en contact sans passer par un intermédiaire et d'effectuer leurs transactions sur les marchés financiers.

✓ Jusqu'aux années 1980, la séparation entre ces deux systèmes de financement était relativement bien tranchée : les banques collectaient l'épargne et, à partir de celle-ci, consentaient des crédits aux ménages et aux entreprises, tandis que les marchés financiers assuraient le financement des grandes entreprises avec le concours des banques d'investissement.

✓ Progressivement, profitant du mouvement de dérèglementation, les banques ont délaissé le financement de l'économie réelle (fonds alloués sous diverses formes aux entreprises) pour aller spéculer (achat/revente de titres dans le seul but d'en retirer une plus value) sur les marchés financiers jugés plus rémunérateurs. Désormais, les frontières sont floues, et, quand les libéraux déclarent qu'il faut « rassurer les marchés financiers », il faut certainement comprendre qu'il faut rassurer les spéculateurs en mettant tout en œuvre pour qu'ils maximisent leurs profits.

**Les marchés financiers sont, au départ, des marchés comme les autres :** d'un côté, il y a des entreprises, des collectivités, des particuliers, à la recherche de capitaux, de l'autre côté, il y a des détenteurs de fonds, des épargnants, des détenteurs de capitaux, désireux de réaliser des placements rentables. Les marchés financiers sont donc ces lieux (réels ou immatériels) où se rencontrent des offres et des demandes d'argent.

Le plus souvent, ils nous sont présentés par des images de grands buildings abritant les Bourses (Wall Street, La City, Hong Kong, etc.) et des réseaux informatiques d'ordinateurs et d'opérateurs affairés. Les marchés financiers ont pour fonction de faire se rencontrer des demandeurs de fonds et des détenteurs de fonds. Des marchés financiers « efficaces » devraient permettre d'ajuster et de coordonner ces deux attentes, mais il est difficile de concilier des motivations opposées. En effet, les prêteurs éventuels recherchent le rendement maximum, avec le minimum de risques et la plus grande liquidité, en privilégiant par exemple des placements à court terme. Pendant le même temps, les emprunteurs potentiels veulent minimiser les charges de remboursement.

✓ Pour ses besoins de financement à court terme, une entreprise peut se procurer de l'argent sur le marché monétaire. Pour ses besoins de financement à moyen et long terme, elle peut emprunter auprès des banques, émettre des obligations sur le marché obligataire, ou émettre des actions sur le marché des actions. Les titres nouvellement émis sont commercialisés sur le marché primaire. Ils pourront, ensuite, être échangés à tout moment sur le marché secondaire. De même que les marchés de l'alimentaire regroupent de nombreux marchés particuliers, les marchés financiers regroupent de multiples produits : les actions, les obligations (dont les obligations d'Etat), les marchés monétaires, les marchés des changes et des devises (entre l'euro, le yen, le dollar, le rouble, etc.).

✓ Depuis les années 1970, d'autres produits, plus complexes et sophistiqués, dits « produits dérivés », ont fait leur apparition sur les marchés financiers. Ces nouveaux produits sont des instruments financiers permettant de couvrir ou de transférer les principaux risques financiers (risque de change, risque de taux d'intérêt, risque de marché, risque de crédit), et aussi de spéculer sur l'évolution future d'un marché, à la hausse comme à la baisse. Ces produits dérivés (dont la valeur est « dérivée » de la valeur d'un autre produit - actions, obligations, devises, matières premières, etc.) sont négociés sur les marchés de gré à gré, là où les transactions se concluent directement entre le vendeur et l'acheteur.

## □ LES MARCHES FINANCIERS, DES MARCHES QUI DOMINENT LES AUTRES

---

La déréglementation de la finance, entamée dans les années 1980 avec Reagan et Thatcher, a progressivement donné la possibilité aux capitaux de se déplacer sur l'ensemble de la planète sans contrôles et sans freins. Les évolutions technologiques ont accru l'avantage ainsi donné au capital par rapport au travail. Au nom de l'idéologie libérale, on a partout mis en place des réglementations jugulant l'inflation, privilégiant la stabilité monétaire, donnant l'avantage aux prêteurs par rapport aux emprunteurs, et favorisant la rente et les rentiers. Ces politiques ont logiquement conduit à une augmentation très forte des inégalités et ont participé au renforcement du déséquilibre entre les demandeurs de fonds et les détenteurs de fonds. Les riches toujours plus riches disposent de toujours plus de capitaux, pendant que les pauvres toujours plus pauvres sont à la quête de fonds pour financer des dépenses de plus en plus vitales. La conséquence logique de tout ceci est que, sur les « marchés financiers », là où se retrouvent ceux qui sont à la recherche de capitaux et ceux qui disposent de capitaux, ce sont ces derniers qui sont en position de force.

✓ Dans un contexte de finance libéralisée et globalisée, les détenteurs de capitaux peuvent plus facilement mettre les demandeurs privés de capitaux en concurrence entre eux (industriels, entrepreneurs, etc.) pour obtenir les rendements financiers les plus élevés. Les entreprises, pour rémunérer les capitaux par des rentabilités « à deux chiffres », vont ensuite faire pression sur le travail et les travailleurs/ses. Les conséquences sont connues : salaires réduits, suppressions d'emplois, cadences insupportables, conditions de travail dégradées, délocalisations accompagnées de vagues de licenciements, chômage de masse, précarités, etc. Pour augmenter toujours plus leurs profits, les détenteurs de capitaux vont aussi mettre en concurrence entre eux les territoires qui, pour essayer d'attirer les entreprises et les sociétés, les investissements et les investisseurs, vont réduire les impositions, les cotisations, les réglementations pouvant toucher les capitaux et leurs détenteurs, et ainsi faire la part belle au capital. Les conséquences sont également connues : des fiscalités de plus en plus inégalitaires, la réduction des rentrées fiscales, des déficits publics accrus, le poids de « la dette » et du remboursement de la dette qui s'amplifie dans les budgets des Etats, la dégradation des services publics, le recul des solidarités, l'accentuation des inégalités, etc.

✓ La « financiarisation » de la société et la financiarisation du monde, que nous dénonçons, ont été permises par une multitude de textes et de dispositions qui ont été pris pour laisser « les mains libres » à la finance, tout en réduisant, parallèlement, les pouvoirs démocratiques. La domination de la finance est ainsi facilitée, par exemple, par l'autorisation des ventes à découvert qui permettent de réaliser des investissements très importants avec une mise

de fonds très faible. La liberté qui lui est offerte de se localiser dans des territoires off shore d'où elle peut ensuite opérer en franchise de réglementations, de contrôles et de taxations, lui fait bénéficier des avantages d'une concurrence déloyale par rapport aux investisseurs qui voudraient encore respecter des réglementations et des fiscalités nationales. Et, concrètement, ceci se traduit par le fait que les marchés financiers dominent les autres marchés, le marché de l'emploi (quand celui-ci devient une variable d'ajustement), le marché des matières premières (agricoles, minerais, énergies fossiles, etc.), le marché de l'immobilier (quand ces marchés ne fonctionnent plus majoritairement selon la « loi » de l'offre et de la demande, mais sont des terrains de spéculation), etc.

✓ La domination de la finance est évidente quand des entreprises sont achetées, avec peu de mise de fonds, et que les emprunts sont directement supportés par l'entreprise achetée (les salariés vont être les premières victimes de ce type de montage). Cette domination de la finance se constate encore tous les jours dans le fonctionnement des grosses entreprises, quand, par exemple, la rémunération des principaux dirigeants repose pour l'essentiel sur la valeur de l'action de l'entreprise et quand, ensuite, tous les choix des « managers » sont pris pour valoriser cette action. La domination au quotidien de la finance, on la voit aussi quand on analyse le sens des décisions politiques prises un peu partout par les chefs des gouvernements : c'est La City qui, au final, commande à Londres, et pas le Premier ministre ; en France, la réforme des retraites de 2010, de l'aveu même du Premier ministre Fillon un an après, a été faite « pour satisfaire les marchés financiers ». Et encore plus concrètement, ce sont des représentants des marchés financiers (FMI, BCE, Goldmans Sachs, etc.) qui gèrent directement des pays, au Sud comme au Nord (Grèce ou Italie aujourd'hui) et imposent à ces pays des choix politiques, économiques, « sociaux » et budgétaires dans le seul intérêt des financiers : il faut que les banques détentrices d'obligations d'Etat grecques récupèrent le plus de fonds possible, il faut que les principaux détenteurs de capitaux y soient toujours peu imposés, il faut que les privatisations imposées puissent permettre progressivement aux marchés financiers d'être propriétaires de tout ce qui était au préalable un bien public, une propriété collective. Ceci signifie, qu'à terme, il faut que la finance soit propriétaire de la planète.

✓ L'organisation de la zone euro est assez exemplaire pour montrer comment la suprématie de la finance sur les pouvoirs démocratiques a été organisée. Les Etats membres sont obligés d'emprunter auprès des marchés financiers, c'est-à-dire des banques privées (elles le sont toutes maintenant) notamment. La Banque Centrale Européenne a été créée « indépendante » des gouvernements, pour la rendre, de fait, dépendante, et au service des marchés financiers. Les Etats sont donc obligés d'emprunter auprès des marchés financiers, ce qui place, de fait, les marchés au-dessus des Etats. Les idéologues libéraux, les partis politiques serviles et les experts dociles ont participé à la prise d'otage des Etats par les marchés financiers.

## **Les banques et les marchés financiers ne servent qu'accessoirement l'économie, car ils sont au service des gros détenteurs de fonds (institutions et particuliers)**

✓ La fonction normale des marchés financiers et des banques devrait être de financer l'économie « réelle ». Nous savons ce qu'il en est réellement aujourd'hui : les PME et les très petites entreprises n'arrivent pas à obtenir de prêts, les banques privées de la zone euro replacent immédiatement à la BCE les fonds que celle-ci vient de leur verser, comme elles l'ont fait fin 2011. Ainsi, des fonds qui étaient destinés à relancer l'activité économique se retrouvent stérilisés dans les comptes de la BCE. Aujourd'hui, seulement 0,5 % des transactions financières correspondent à des échanges concrets, légaux ou illégaux (achat d'une botte de radis sur un marché de Provence, vente de frégates à Taïwan, achat d'un terrain à bâtir aux Seychelles, etc.). 99,5 % des transactions financières concernent des achats/reventes de produits financiers (devises, actions, obligations, produits dérivés, etc) dans un seul but spéculatif. Cette recherche unique de profits par l'achat/revente accéléré de produits financiers peut notamment se mesurer au poids pris par les opérations maintenant effectuées automatiquement, à la nanoseconde : sur certaines places financières, désormais près de 40 % des transactions sont effectuées selon cette méthode !

✓ Les « experts » patentés, qui mentent mais sont très grassement rémunérés pour ce faire, veulent nous faire croire que derrière les « marchés financiers » il y a « vous et moi », l'épargnant du Livret A, la veuve de l'île de Ré, le cultivateur en retraite qui a placé le produit de la vente de ses terres au Crédit agricole, la retraitée qui a souscrit une retraite complémentaire par capitalisation, etc. En réalité, derrière les marchés financiers, il y a essentiellement les principaux détenteurs de fonds, les hedge funds, leurs plus gros déposants et leurs gérants, les oligarques russes, la nomenklatura européenne, les parrains de la drogue et du crime organisé, les dictateurs qui perdurent sur les deux hémisphères, les principaux actionnaires des principales multinationales qui optimisent leur fiscalité en recourant

aux législations mises à leur disposition, tous les très riches particuliers, des pays pauvres et des pays riches, toute cette internationale de l'argent qui sait manifestement bien défendre et accroître ses intérêts.

## □ SE LIBERER DES MARCHES FINANCIERS

---

Ce que des législations ont, depuis trente ans, détricoté pour faciliter la prééminence de la finance et des financiers, des législations contraires peuvent tout aussi bien le retricotter.

- ✓ Il faudra remettre en cause pas mal de choses : Le principe de liberté totale de circulation des capitaux, sans contrôles et sans contraintes ni réglementations devra être abandonné ; une taxation des capitaux, des patrimoines, des plus values et des profits devra être effective, au plan national, européen et international.
- ✓ Une réelle taxation des transactions financières devrait dissuader fortement les comportements spéculatifs ; cette fiscalité renforcée à l'égard des plus hauts revenus et patrimoines permettra de réduire en grande partie les « trappes à bulles financières » que sont les accumulations financières dans les mains d'une minorité.
- ✓ Il faudra notamment interdire les ventes à découvert et encadrer strictement l'usage des produits dérivés.
- ✓ Le statut de la Banque Centrale Européenne (BCE) devra être modifié pour qu'elle fonctionne sous un contrôle démocratique et soit au service des peuples et de l'économie réelle.
- ✓ L'activité des banques devra, de nouveau, être séparée, entre banques de dépôts et banques d'investissements.
- ✓ Une socialisation de l'ensemble du secteur bancaire devrait notamment faciliter l'accès au crédit (pour les entreprises, particulièrement les PME, qui en sont souvent écartées aujourd'hui) et le financement des investissements publics (Etat, collectivités territoriales, établissements publics).
- ✓ Le « management » des grandes entreprises devra être modifié pour que la valeur de l'action ne soit plus l'objectif primordial recherché par les dirigeants ; etc.